

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Valence, le 14/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SPIT

150 route de Lyon
BP 104
26501 BOURG LES VALENCE

Références : 20220614-RAP-DAEN0473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement SPIT implanté 150 route de Lyon BP 104 26501 BOURG LES VALENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIT
- 150 route de Lyon BP 104 26501 BOURG LES VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

SPIT est une entreprise spécialisée dans la fabrication de systèmes de fixation mécanique et de perforation pour les professionnels du bâtiment et également les particuliers. Elle possède plusieurs sites de production. Le site emploie 175 personnes et la production est organisée en 3 équipes sur 24 heures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Restriction de certains usages de l'eau dans le département de la Drôme	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3 + annexe 1	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/07/1994, article 8.1	/	Sans objet
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/07/1994, article 8.3	/	Sans objet
Différents types d'effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 11/07/1994, article 8.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté 2 non-conformités (non-respect de la fréquence de relevé des compteurs, non respect de la diminution des prélèvements d'eau de 40%) et a formulé 4 demandes.

Le non respect de la fréquence de relevé des compteurs et de la diminution des prélèvements d'eau conduit l'inspection des installations classées à proposer à madame le préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1994, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions usages de l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.
Constats : L'installation de prélèvement d'eau dans la nappe des alluvions anciennes de la Plaine de Valence est composée de 5 puits. - puits n°1: utilisé pour le rafraichissement des ateliers (pompes à chaleur et échangeurs), exutoire réseau d'eaux pluviales, - puits n°2 et n°3: ces puits sont raccordés et utilisés pour le refroidissement de la chaîne de zingage, le remplissage des bains de rinçage et les sanitaires, exutoire rejet d'eaux pluviales pour le refroidissement de la chaîne de zingage, station d'épuration pour les bains de rinçage, réseau d'assainissement pour les sanitaires, - puits n°4: utilisé pour le rafraichissement du bâtiment administratif et du restaurant (pompes à chaleur et échangeurs), exutoire réinjection en nappe pour le rafraichissement du bâtiment administratif et rejets d'eaux pluviales pour le rafraichissement du restaurant, - puits n°5: ce puits n'est plus exploité et est abandonné définitivement. Le total du prélèvement d'eau pour l'année 2021 est d'environ 586 000 m3 soit: - 431 000 m3 pour le puits n°1, - 138 000 m3 pour les puits n°2 et 3, - 17 000 m3 pour le puits n°4. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les dispositions qui ont été prises pour limiter la consommation d'eau. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une étude technico-économique qui précisera les dispositions envisagées dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. De plus, dans sa déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, l'exploitant a précisé que, mis à part les rejets qui rejoignent la station d'épuration communale, le reste des rejets rejoint la nappe des alluvions anciennes de la Plaine de Valence. Au vu des constats réalisés sur le site, seul les rejets utilisés pour le rafraichissement du bâtiment administratif rejoignent la nappe précitée. L'exploitant modifiera sa déclaration et il est rappelé à l'exploitant que, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, la nature du milieu récepteur doit être clairement identifiée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1994, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé; le relevé sera fait journalièrement ou hebdomadairement, et les résultats seront inscrits sur un registre. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des ICPE ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.
Constats : Chaque puits de pompage est muni d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est réalisé mensuellement et les résultats sont inscrits sur un registre. La fréquence de relevé de ces compteurs n'est pas respectée. L'arrêt définitif de l'exploitation du puits n°5 n'a pas été porté à la connaissance du l'inspection des installations classées avant la visite d'inspection. L'exploitant relèvera les compteurs de chaque puits à une fréquence hebdomadaire. L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées avec des éléments probants les dispositions qui ont été mises en place pour le comblement du puits n°5 afin de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Différents types d'effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1994, article 8.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Les eaux de refroidissement
Prescription contrôlée : Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront obligatoirement circuler en circuit fermé sauf si dans les échangeurs de chaleur, ces produits se trouvent en permanence à une pression inférieure à celle des eaux.
Constats : La ligne de refroidissement de la chaine de zingage n'est pas en circuit fermé, le rejet rejoint le réseau d'eau pluviale. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si, dans les échangeurs de chaleur, ces produits se trouvent en permanence à une pression inférieure à celle des eaux. L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées avec des éléments probants si les produits se trouvent à une pression inférieure à celle de l'eau dans les échangeurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Restriction de certains usages de l'eau dans le département de la Drôme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3 + annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restriction
Prescription contrôlée : Situation pour la plaine de Valence (alluvions et molasse miocène du Bas Dauphiné): alerte renforcée Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels dont les ICPE: diminution globale de 40% des prélèvements et tenue d'un registre hebdomadaire.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de dispositions afin de diminuer le prélèvement d'eau de 40%. L'exploitant doit limiter le prélèvement d'eau de 40% en prenant pour référence les prélèvements mensuels de l'année 2021 soit: <ul style="list-style-type: none">- 50 600 m3 pour le mois de juin,- 58 813 m3 pour le mois de juillet,- 51 336 m3 pour le mois d'août,- 25 967 m3 pour le mois de septembre,- 31 952 m3 pour le mois d'octobre,- 58 889 m3 pour le mois de novembre,- 59 003 m3 pour le moi de décembre. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classée chaque lundi le registre du prélèvement d'eau correspondant à la semaine précédente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription